

Grâce à Antanimora, le kintana mora...

Tribune – Edito - Ndimby A. – 20/12/10

Lu récemment sur Internet, cette phrase d'un zanak'i dada qui appelle à la mobilisation de ses congénères contre le pouvoir hâtif : « Nous sommes prêts. Mais que faut-il faire ? ». Cette question me laisse perplexe : à mon humble avis, quelqu'un qui en est encore à se demander ce qu'il faut faire est quelqu'un qui est loin d'être prêt. Et le paradoxe contenu dans cette déclaration illustre l'impuissance des anti-coup d'Etat à faire face au rouleau compresseur mis en place par le Président de la Transition actuel pour tenter de s'imposer sur les plans national et international.

Depuis le début de la crise il y a deux ans, le contexte a changé. Quand on doit gérer un cyclone, on ne demande pas à revenir à la perfection d'une situation de laboratoire, ou à une météo ensoleillée, mais on doit considérer la réalité du terrain dans son ensemble. Par conséquent, gérer la crise politique malgache actuelle nécessite un diagnostic objectif sur la base des paramètres et des faits existants. Or, que peut-on constater de la situation actuelle ?

Premièrement, l'effritement de l'assise populaire visible de l'opposition.

Le 17 novembre 2010, combien de personnes se sont rassemblées à Ambohitovo à l'appel du Professeur Zafy ? Combien de personnes ont soutenu le Président de l'association des maires de Madagascar Guy Maxime Ralaiseheno le 21 novembre à Analakely ? Encore une fois, où étaient les va-t-en-guerre de salon pour protéger Ihanta Randriamandranto, Manandafy Rakotonirina, Fetison Rakoto-Andrianirina et tous les leaders légalistes qui ont été arrêtés par le pouvoir hâtif ? Le fait que Andry Rajoelina soit truffé de défauts ne signifie pas que son prédécesseur était pour autant un saint : n'en déplaise aux zanak'i dada, certains abus de Marc Ravalomanana sur les plans de la gouvernance démocratique ou économique ont créé une rupture entre lui et une part importante de la population. Et la remarque du forumiste Mpitily sur l'édito de lundi dernier est (malheureusement) pleine de bon sens : « ce peuple n'a que faire des questions de légalité, de Maputo et autres soucis des intellos (minoritaires) et chevaux de bataille des soi-disant légalistes, il veut continuer à aller de l'avant et vivre normalement ». Avec le temps, force est de constater qu'il n'a peut-être pas tort, car après deux ans de crise, il semble que le sort de Marc Ravalomanana n'intéresse plus grand monde, en dehors de son noyau de fidèles.

Deuxièmement, l'inféodation de ceux qui sont censés être les protecteurs de la population.

Rappelons déjà que l'indépendance de la Justice est contestée par les magistrats eux-mêmes, ce qui permet aux juges de contribuer à l'intimidation des personnes arrêtées sous divers prétextes fallacieux par les forces de répression de l'opposition. Celles-ci restent fidèles aux chefs militaires pro-Rajoelina : même si le principe d'une mutinerie est inacceptable (que ce soit en mars 2009 ou en novembre 2010), force est de constater qu'on n'a pas vu beaucoup de militaires rallier les putschistes folkloriques du BANI, ou même du FIGN. D'ailleurs, la dernière flopée de nomination de généraux rappelle que pour anesthésier les ambitions des chefs militaires et les transformer en béni oui-oui, il n'y a rien de mieux que les étoiles : après le tsena mora et le trano mora, voilà donc la nouvelle trouvaille hâtive pour gratifier ceux qui ont rempli Antanimora d'opposants : l'opération kintana mora [1]. Parmi les bénéficiaires, le grand chef des opérations de pacification contre les trois mouvances vient d'obtenir le même grade qu'un autre pacificateur tristement célèbre, Gallieni. Cela ne peut que booster la créativité de son imagination dans la recherche des commanditaires de bombes artisanales et d'actes terroristes. Maintenant que le colonel qui voulait se faire un prénom (le nom ayant été popularisé par quelqu'un d'autre) a obtenu ses étoiles, espérons qu'il mette autant de zèle et de motivation à pratiquer la lutte contre les bandits que ses activités de police politique au service du régime Rajoelina.

Troisièmement, les intérêts économiques des cercles au pouvoir.

Comme des colonies de morpions bien au chaud, des réseaux économiques prolifèrent à l'ombre de cette transition, et profitent de tout ce dont on peut profiter actuellement (bois de rose, marchés etc.). Au nom de l'intérêt supérieur de leur ration, ces réseaux mafieux vont tout faire pour maintenir le statu quo actuel, qui crée un contexte favorable pour leurs activités, et ce en usant de tous les moyens, même les plus vils.

Quatrièmement, l'arrivée massive de flux financiers émanant de sources peu regardantes sur les principes démocratiques.

Cet argent en quantité, bien que d'origine obscure, a finalement rendu les sanctions économiques internationales peu efficaces, et renforcé le régime de transition dans son unilatéralisme. La communauté internationale, empêchée par la France d'être aussi sévère qu'elle l'est actuellement en Côte d'Ivoire, a fini par devenir dans la crise malgache une quantité négligeable, à force d'atermoiements et d'incohérences.

Cinquièmement, l'effet indirect de la crise ivoirienne.

La crise majeure qui se profile en Côte d'Ivoire va pousser la communauté internationale à se désintéresser de la crise malgache, quitte à en brader la sortie de crise et en avalant les couleuvres hâtives, et ce, afin de pouvoir concentrer ses ressources et son énergie sur Abidjan. Sur le plan géopolitique, la Côte d'Ivoire représente un problème bien plus important que Madagascar, même si nous autres Malgaches aimons à penser que nous sommes le nombril du monde (ou son pied droit, selon X'hi et Maa). Voilà donc pourquoi la communauté internationale en général, et la France en particulier, ont traité avec légèreté et indulgence un putschiste qui a fait pire que Gbagbo, alors que ce dernier a très rapidement bénéficié d'un ultimatum européen.

Enfin, le caractère irréversible du référendum du 17 novembre 2010.

N'importe quelles négociations doivent maintenant les prendre en compte, malgré leurs imperfections et les lacunes flagrantes du texte qui en était l'objet. Imaginer qu'elles puissent encore être annulées n'est qu'un mirage. Tout accord politique consensuel et inclusif devra probablement les considérer comme un fait accompli.

L'erreur de la politique de la chaise vide

Dans ce contexte, s'accrocher à la lettre des Accords de Maputo équivaut à rechercher le retour à une situation aseptisée de laboratoire, et qui refuserait de tenir compte des réalités du terrain. J'avais souligné il y a quelques mois que les trois mouvances n'existent encore politiquement dans cette crise que par le fait de l'intérêt que leur accorde la communauté internationale. Ce soutien ne peut être éternel, car dépend de la capacité des dites mouvances à démontrer l'envergure qu'elles ont encore sur le terrain. Or, en toute objectivité, aujourd'hui on peut se poser des questions. Les soutiens visibles sont de plus en plus réduits, et il ne reste plus que les éditorialistes et les forumistes à jouer aux Don Quichotte contre les moulins à vent.

Malheureusement pour elles, la pratique de la chaise vide perpétuelle par les trois mouvances ne pouvait que leur faire perdre du terrain, au nom de trois principes fondamentaux. Primo, « pour changer un système, il faut le faire de l'intérieur ». Secundo, « s'opposer n'est autre que proposer. Une opposition sans proposition n'est qu'un mouvement d'humeur » (Robert Sabatier). Tertio, « La folie est de toujours se comporter de la même manière et de s'attendre à un résultat différent » (Einstein). Tout ceci a été mentionné plusieurs fois dans ces colonnes depuis près de deux ans. Cela n'a pas empêché les trois mouvances (en tant que fédération ou par composante, zanak'i dada, zafikely et zanak'i deba) d'accumuler erreurs sur erreurs dans des stratégies qui volent bas.

Une fidèle lectrice de Fijery tentait de me convaincre que les trois mouvances ne peuvent établir de stratégie car les procédés répressifs du régime de transition empêchent leur action. Mais si le contrôle des forces de sécurité, de la Radio nationale et des rassemblements de rue était un obstacle, comment Rajoelina est-il parvenu au pouvoir ? Sans doute l'action de Viva, la radio des 12 collines, est une part de la réponse pour la capacité de mobilisation. Mais je pense surtout que la taille de la base populaire visible, autrement dit celle qui ose manifester et est suffisamment motivée pour se manifester, contrairement à la fameuse majorité silencieuse, est la véritable explication.

Revenons une dernière fois sur la question du référendum. J'ai commis un éditorial qui donnait des raisons pour lesquelles Antananarivo aurait dû faire voter non. Cet article a irrité ceux qui ne voyaient pas plus loin que le bout de deux rumeurs. Primo, de toute façon le ENY va l'emporter du fait des tricheries qui ne manqueraient pas d'avoir lieu. Secundo, une participation, même pour voter TSIA, aurait donné de la crédibilité au scrutin. Sur le premier point, on rappellera qu'en 2001, cette posture défaitiste voulait également que Didier Ratsiraka ait gagné d'avance l'élection présidentielle. Refusant cet état d'esprit, Marc Ravalomanana s'est intelligemment organisé pour parer aux fraudes et ne pas faire d'une défaite une fatalité. Pourquoi les trois mouvances ne l'ont-elles pas fait pour le référendum électoral ? Concernant le second point, l'abstention n'a jamais été dans l'Histoire de Madagascar un motif pour empêcher la validation légale d'un scrutin, aussi peu crédible qu'il soit sur le plan de la légitimité. Rappelons que la dernière révision

constitutionnelle engagée par Marc Ravalomanana en 2007 avait été adoptée par 75% des voix, malgré un taux de participation de 43% et un boycott par les opposants. Les bouderies électorales de l'opposition de l'époque ont-elles empêché Marc Ravalomanana de dérouler sa feuille de route ?

Ceci étant dit, l'expérience de l'Histoire montre également qu'à Madagascar, un scrutin mal acquis ne profite jamais à son géniteur. Philibert Tsiranana, réélu triomphalement par 99,78% des voix en janvier 1972 (avec 98,8% de taux de participation), est balayé par la crise de mai 1972 [2]. Didier Ratsiraka, réélu par 63% des voix en mars 1989, est renversé par la crise de 1991. Marc Ravalomanana, réélu par 53% des voix en 2006, perd le contrôle du pays au premier trimestre 2009. Par conséquent, une élection n'a jamais été une assurance tout-risque pour le maintien au pouvoir, surtout si elle est tellement tripatouillée qu'elle ne donne qu'un reflet illusoire de l'opinion de la population. Le référendum du 17 novembre 2010, organisé unilatéralement pour faire adopter un texte aux imperfections gargantuesques, ne va pas faire exception à la règle. Et comme je l'ai dit il y a quelques semaines, il ne reste plus qu'à espérer que la 5ème République soit enfin la bonne. Car espérer qu'un vote adopté par 75% des votes et un taux de participation de 53% est fiable et assurera une stabilité pérenne, c'est se mettre le doigt dans l'œil jusqu'à l'anus.

Depuis Nicola di Machiavel, on sait que la politique est une affaire de pouvoir, et non une question de morale. Les idéalistes pourraient opposer qu'une reconnaissance du référendum équivaldrait à adouber un pouvoir putschiste, à tolérer ses agissements troubles dans le domaine de la démocratie et de la bonne gouvernance, à courber l'échine face au coté unilatéral de ses décisions politiques, et enfin, à l'encourager à persévérer dans ses abus et dérapages. « Vous savez bien que quoi qu'il arrive il y aura toujours à critiquer sur cette terre, il n'y aura jamais de verres pleins et de verres vides, ils sont tous à moitié pleins ou à moitié vides, c'est selon... » nous rappelait cependant le forumiste Mpitily sur l'édito de lundi dernier. Mais faut-il pour autant être aveugle et muet devant les défaillances et les insuffisances hâtives, au nom d'un pseudo esprit constructif qui transformait les esprits critiques en griots de la Transition actuelle, ce qui ferait croire aux putschistes que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

Ceci étant dit, je constate qu'au combat des stratèges, Norbert Lala Ratsirahonana a pris une longueur d'avance sur les trois mouvances. Des raiamandreny mijoro à l'accord d'Ivato, en passant par l'Escopol, puis dernièrement le référendum, il a établi une stratégie qui a pris le pas sur celle de ses adversaires, qui d'ailleurs n'en avaient pas. Bien entendu, cela ne fait pas de son protégé quelqu'un de digne ou de compétent, ni de la feuille de route unilatérale et hâtive une sortie de crise durable. À moins que l'esprit de Noel ne tombe rapidement dans les esprits des dignitaires de la Transition, leur autisme chronique ne fait que planter les germes d'une autre crise. Et malgré mon estime sincère pour Mpitily, il y a un point de son intervention auquel je ne pourrais jamais souscrire, lorsqu'il écrit : « Notre situation est certes difficile mais elle n'est ni désastreuse ni irrécupérable. Jouez votre rôle de journalistes pour éclairer vos lecteurs quitte à donner des idées à la HAT ! ». Cet optimisme me semble très risqué, au vu des résultats après deux ans de Rajoelina au pouvoir. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'y a aucune raison pour que, d'un coup de baguette magique, l'ancien DJ devienne tout à coup un champion de la démocratie et de la bonne gouvernance. Et même s'il aime proclamer que son modèle est Nelson Mandela, je me demande si l'image qu'il laissera dans cinq ans sera plus proche de celle du premier président noir d'Afrique du Sud, ou bien de celle de Laurent Gbagbo. Quant à donner des idées à la HAT, faut pas rêver : grands dieux, à quoi bon, puisque ses membres et ses griots se suffisent largement à eux-mêmes dans leur arrogance et leur incompétence ?

Notes

[1] Je serai d'ailleurs bien curieux de savoir si ces nominations ont répondu aux règles d'usage chez les militaires.

[2] Pour l'anecdote, qui m'a été confiée par des proches du pouvoir de l'époque, les résultats des élections de janvier 1972 avaient mis quatre mois avant d'être sortis. Il a fallu en effet procéder à de nouveaux décomptes, car le premier avait donné une victoire de Tsiranana supérieure à ... 100% des voix.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Grace-a-Antanimora-le-kintana-mora,15243.html>